

## COMPTE-RENDUS

### VIET-NAM, DES CONFLITS A L'INTEGRATION REGIONALE

**AGUSTONI-PHAN, Nhung, *Viêt-Nam, nouveau dragon ou vieux tigre de papier*, Genève, Olizane, 1995, 253 p. [11, rue des Vieux-Grenadiers 1205 Genève, Suisse – fax : 22/328 57 96 – e-mail : [www.olizane.ch](http://www.olizane.ch)]**

Née vers la fin des années 1940 au Sud Viêt-Nam, l'auteur partit faire ses études supérieures en Suisse au milieu des années 1960 : le gouvernement sud-viêtnamien interdisait alors à ses ressortissants d'aller poursuivre leur formation en France, jugée trop critique à l'égard du régime. Elle se spécialisa en géologie et décida finalement de s'installer en Suisse. C'est dans le cadre de son activité professionnelle (centrée sur l'environnement) que N. Agustoni-Phan a été amenée à retourner régulièrement au Viêt-Nam depuis le début des années 1990. Marquée par les écrits de J. Lacouture, D. Hémerly, P. Devillers etc., elle livre ses réactions dans le présent ouvrage, qui se situe au carrefour de l'autobiographie, du carnet de terrain et de l'analyse socioéconomique.

L'ouvrage se compose de trois parties de taille inégale. La première partie (un quart des pages) "Indépendance et liberté" s'interroge sur l'exemplarité du destin vietnamien. Pour l'auteur, le Viêt-Nam n'a cessé d'affirmer sa résistivité à l'envahisseur étranger : chinois, mandchou, français et américain. C'est la conquête par les armes de l'indépendance face à la France qui fit du Viêt-Nam un symbole de la lutte anticolonialiste, réactivé par la guerre américaine qui allait porter le ferment de la contestation dans les campus mêmes de l'Occident. Mais après 1975, d'autres difficultés surgirent. Le G.R.P. sud-viêtnamien ressentit très vite un malaise devant les cadres venus de Hanoï (p. 52 s.) et la purge de ses membres non-communistes. Les mesures prises au Sud après 1975 allaient s'avérer désastreuses au plan économique (création des nouvelles zones économiques ; envoi des cadres dans les camps etc.), et ce d'autant plus que l'économie du Nord souffrait elle-même de sérieux problèmes : comme pouvait le constater l'auteur lors de son premier retour au pays en 1977, les biens de consommation semi-durables manquaient cruellement à Hanoï (pour acheter un thermos chinois, il fallait s'inscrire sur une liste d'attente !, p. 76), et le 'caporalisme' bureaucratique restait florissant.

La seconde partie du livre (la moitié des pages) aborde la question fondamentale de "l'identité vietnamienne". Selon l'auteur, le Viêt-Nam est coupé en deux par une faille systémique de même ampleur que celle qui sépare la Suisse alémanique de la Suisse francophone, laquelle fut aggravée par la colonisation française qui chercha délibérément à 'briser l'unité du pays' (p. 81). La colonisation a de surcroît ajouté à la fracture territoriale de multiples fractures sociales : en créant des grands domaines

fonciers, qui ont surenchéri sur 'l'exploitation féodale', les Français ont bouleversé la hiérarchie sociale traditionnelle ; en modernisant l'économie, ils ont favorisé d'abord l'apparition d'une classe ouvrière vietnamienne, puis celle d'une 'bourgeoisie nationale', dont les intérêts se heurtèrent progressivement à ceux d'une 'bourgeoisie compradore' le plus souvent soutenue par l'administration coloniale.

Pourtant, selon l'auteur, si les Vietnamiens dénonçaient en bloc la machine coloniale, leurs liens avec les Français – et par-delà, les autres francophones, comme les Suisses – étaient plutôt bons sur une base individuelle. Avec les Chinois les relations étaient d'affaires, voire d'exploitation comme l'évoque cette citation d'Hô Chi Minh reprise par Paul Mus "Mieux vaut flairer un peu la crotte des Français que de manger toute notre vie celle des Chinois" (p. 181). Quant aux autres étrangers que les Vietnamiens furent amenées à côtoyer, leur image reste contrastée : très négative pour les Japonais ; mitigée pour les Américains (culturellement aux antipodes des Vietnamiens) ; inexistante pour les Russes.

Si l'indépendance apporta de nombreux changements, la condition féminine ne se modifia guère sur le fond : malgré la promulgation de lois sur le mariage plus favorables, d'abord au Nord, puis au Sud après la chute de Diem, elle continue de dépendre de la richesse de la famille et du rang de naissance (p. 111 s.).

L'on aurait pu espérer que la victoire du socialisme en 1975 allait résoudre bon nombre de difficultés socioéconomiques. Mais le socialisme a surtout substitué la soumission à l'Etat à l'exploitation des gens les uns par les autres. Derrière le parti unique, l'Etat est en "en perte de vitesse", coupé du peuple (p. 105) "le peuple a été dupé par l'État" (p. 109), avec des dirigeants de plus en plus 'mafieux'. Bref, après 1975 "le peuple et l'État sont devenus antagonistes" (p. 108), ce que confirmerait l'augmentation des départs des élites intellectuelles du pays – dont beaucoup appartiennent au parti – depuis le 'Doi Moi' (p. 146). Partant, la diaspora vietnamienne est peu tentée par le retour au pays, et ce d'autant plus que ses prises de position politique sont très diversifiées.

La troisième partie du livre "Rénovation et changement de cap" (un quart des pages) s'interroge sur l'avenir du pays. La 'rénovation' (Doi Moi) reste d'ampleur volontairement limitée, visant l'Economie et un certain renouvellement des cadres, sans changer l'essentiel : la prédominance du P.C.V.. Il faut dire qu'avec l'effondrement soviétique le Viêt-Nam n'avait pas d'autre issue que de changer : le Doi Moi a surtout été un "non-choix" (p. 199). Mais l'avenir reste gravement hypothéqué par le Politique : "le parti ignore le peuple ; l'Etat ou le gouvernement ignore le peuple ; le peuple ignore l'État" (p. 212). Le Viêt-Nam se trouve ainsi dans l'obligation de repenser les rôles respectifs de l'État et du citoyen, en créant une société civile et un État de droit véritables. Sa réussite économique dépend en effet de la qualité de son 'capital humain', c'est-à-dire de ses équilibres sociaux, de sa capacité à conjurer la misère des deux tiers de la population (p. 228) et à éviter que l'aggravation de l'écart entre riches et pauvres démultiplie un secteur informel nourrissant une "lèpre urbaine". Pourtant, le développement est possible comme l'atteste la propre expérience Nung Agustoni-Phan au village de Tân Lấp (district de

Tân Thanh, province de Long An), où une modique aide suisse a permis une amélioration significative des conditions de vie. Mais ce type d'aide reste un palliatif : pour remettre en marche l'ensemble de la machine socioéconomique, le Viêt-nam n'a pas d'autre choix que de passer de ses habituels "bricolages" de fortune à la maîtrise technologique, le risque devenant alors celui d'un oubli de l'histoire (p. 244) qui télescoperait les nécessaires étapes d'un développement équilibré. Et dans cette entreprise, le plus grand handicap du Viêt-Nam aux yeux de l'auteur est celui de l'Etat (corrompu et plus "virtuel" que réel, p.103) et de la bureaucratie.

S'il s'agit plus d'un témoignage ou d'un essai – parfois à l'emporte-pièce – que d'un diagnostic scientifique (les sources relatives à l'histoire contemporaine vietnamienne ou à l'économie ne semblent guère approfondies, voir maîtrisées), cet ouvrage a néanmoins l'intérêt de présenter une vision très critique du Viêt-Nam du Doi Moi, qui frappe d'autant plus que son auteur est une 'nationaliste' de gauche, sympathisante du Viêtminh.

*Marie-Sybille de VIENNE*

**ANDERSON, Kym, *Vietnam and WTO accession*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies (I.S.E.A.S.), 1999, 128 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace, Pasir Panjang rd, Singapore 119614 – fax : (65) 775-6259 – e-mail : pubunitiseas.edu.sg]**

Cet ouvrage est l'une des études organisées par l'U.N.C.T.A.D.<sup>1</sup> pour aider les candidats à l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.) à préparer leurs négociations. L'auteur, Kym Anderson (Université d'Adelaide), s'est spécialisée sur l'analyse des économies d'Asie orientale, singulièrement sur leur participation aux grands organismes multilatéraux. L'objet de l'ouvrage est de comprendre l'incidence d'une éventuelle admission du Viêt-Nam à l'O.M.C. sur la partie la moins développée, mais la plus consommatrice de main d'œuvre (à hauteur de 80%) de l'économie vietnamienne : le monde rural. L'ouvrage se compose de deux parties de quelque 60 pages ; la première constitue l'étude proprement dite, la seconde présente trois annexes relatives à l'O.M.C., aux changements structurels des économies en développement et à la place de l'agriculture dans l'O.M.C..

Le premier chapitre pose la problématique ; si, pour K. Anderson, l'intérêt pour le Viêt-Nam d'adhérer à l'O.M.C. semble aller de soi, l'entrée dans l'O.M.C. lui paraît l'occasion d'effectuer une série de réformes intégrant le monde rural dans le processus de développement vietnamien. L'admission à l'O.M.C., qui permet de

---

<sup>1</sup> United Nations Conference on Trade and Development, sur financement du P.N.U.D. (Programme des Nations-Unies sur le Développement).

bénéficier du système de préférences généralisées de la part de tous les membres, nécessite en contrepartie une plus grande ouverture du marché (réaménagement des obstacles non-tarifaires aux importations etc.) et l'arrêt des subventions publiques.

L'abandon d'un système socialiste, la réforme monétaire et fiscale ont accéléré la croissance, entraînant une progression de 25% par an des exportations et des importations, lesquelles comptent désormais respectivement pour 30 et 50% du P.I.B.. Le Viêt-Nam est en prime devenu 3<sup>ème</sup> exportateur mondial de riz ; cela dit, le poids de l'agriculture dans le P.I.B. n'est plus que de 25% à la fin des années 1990, quand l'industrie représente plus de 30% du P.I.B.. Les cultures vivrières assurent 50% de la production agricole, l'élevage 25%, et les cultures industrielles 12%. Les rizières occupent 60% des superficies cultivées, les cultures industrielles, 16%. Même si la part de l'agriculture dans le P.I.B. et dans la population active devrait continuer de décroître, la production et l'emploi agricoles augmenteront en valeur absolue : selon les autorités vietnamiennes, les exportations de riz devraient progresser de 30% entre 2000 et 2010, et celles des cultures industrielles doubler ou tripler, le Viêt-Nam commençant de surcroît à exporter viande, fruits et légumes.

Mais l'agriculture vietnamienne devrait dans le même temps se conformer aux règles de l'O.M.C., c'est-à-dire réaménager les barrières non-tarifaires (quotas etc.) à l'importation, baisser les tarifs les plus protectionnistes, et ne plus taxer certains produits à l'importation selon un prix de référence, mais selon celui du marché. Si la taxation des exportations de produits de base agricoles, que le Viêt-Nam applique au coup par coup, est compatible avec les règles de l'O.M.C., il lui faudra en revanche renoncer au contingentement des exportations de riz. D'une manière générale, il lui sera demandé davantage de transparence dans la gestion de son commerce extérieur, notamment au niveau de l'attribution des licences, de la gestion des 'compagnies générales de négoce' (entreprises d'Etat) etc. La politique encourageant les industries de substitution aux importations devra être révisée. En échange, le Viêt-Nam ne se verrait plus imposer de quotas par l'Union Européenne et le Canada.

L'entrée du Viêt-Nam dans l'O.M.C. lui garantirait l'accès permanent aux marchés étrangers, et pourrait lever les restrictions imposées par la Communauté Européenne et les Etats-Unis par son classement dans la catégorie des pays ne relevant pas de l'économie de marché. Il en résulterait un meilleur accès aux marchés américains et européens, et même singapouriens. Le prix à payer est celui de réformes visant à une meilleure allocation des ressources ; à une réduction de l'instabilité économique par une amélioration du cadre réglementaire et bancaire ; et à une plus grande ouverture du marché se traduisant par une diminution de l'interventionnisme de l'Etat en matière de commerce extérieur. Il en résulterait une hausse des prix agricoles, et un développement de l'industrie légère. Les autres enjeux économiques actuellement débattus au Viêt-Nam (tarifs douaniers, subventions de certains produits alimentaires, maintien d'un important secteur d'Etat etc.), paraissent pour leur part relever d'un traitement identique : parachever la transition à l'économie de marché.

Ce petit livre présente le double intérêt de décrire les mécanismes d'admission à l'O.M.C. et de montrer la vision prévalent dans les instances multilatérales : celle

d'un libéralisme tous azimuts. On aurait toutefois apprécié un regard un peu plus critique quant aux conséquences de l'adhésion du Viêt-Nam à l'O.M.C. pour les entreprises d'Etat, et, par-delà, sur l'emploi industriel en général : bref il manque une évaluation du coût socio-économique (même transitoire) de cette mutation.

*Marie-Sybille de VIENNE*

**BROCHEUX, Pierre, ed., *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000, 178 p. [Editions Complexe, SA Diffusion Promotion Information, 24 rue de Bosnie, 1060 Bruxelles]**

Réalisé sous la direction de P. Brocheux (Paris VII), ce petit ouvrage collectif rassemble les contributions de sept universitaires (six Français, dont une doctorante d'origine vietnamienne, et un Allemand). L'objet de l'ouvrage est de comprendre pourquoi l'Indochine est restée une zone de conflit pendant les deux décennies qui suivirent l'indépendance (1955-1975).

La problématique d'ensemble de l'ouvrage pourrait être d'illustrer le fait qu'aucun acteur, local ou étranger, n'ait réussi à régler les tensions pluriséculaires internes à la Péninsule indochinoise : dès la décolonisation, les pays indochinois retournent aux logiques géopolitiques régionales, celles d'antagonisme pluriséculaires de temps long (P. Brocheux).

La France (membre de l'O.T.A.S.E.) mène une politique minimaliste vis-à-vis de ses anciennes colonies d'Indochine, se dégageant du Sud Viêt-Nam au profit des Américains et soutenant – ce qui ne lui coûte guère – les dirigeants neutralistes au Laos et au Cambodge. Si les tensions engendrées au Laos par la victoire du Pathet Lao l'amènent à prendre un rôle de médiateur et à promouvoir concrètement la 'neutralisation' du Laos (1962), elle échoue à étendre au Viêt-Nam le 'règlement' du dossier laotien : face aux Etats-Unis, elle ne fait pas le poids (L. Césari).

Ce caractère réduit de la position française tient évidemment à son engagement en Algérie, mais s'explique aussi par le maintien d'intérêts économiques qui incitent à la prudence (H. Tertrais). Si les Français perdent avec les indépendances le contrôle des instruments monétaires, et se désengagent du Nord Viêt-nam sur 1954-55 (avant même les nationalisations de la R.D.V.), ils conservent toutefois une position de premier plan (après les Chinois d'outre-mer) en matière d'investissements étrangers au Cambodge, et surtout au Sud Viêt-nam. Et avec les accords de Paris, ils croient même pouvoir augmenter leur présence économique (1973).

Reste que la situation politique vietnamienne n'incite pas aux investissements. Les catholiques sont dès 1945 tiraillés entre le nationalisme et l'anticommunisme, lequel prend le dessus dès 1950, et explique le soutien d'une bonne partie d'entre eux à Ngô Đình Diêm, notamment dans les zones vietminh. Mais si les catholiques représentent les trois quarts des émigrants du Nord vers le Sud après 1954, certains de ces 'nordistes' (proches de la J.O.C.) s'opposent à Diem. Quant aux catholiques

cochinchinois, ils restent sur la réserve. Cette division des catholiques les empêche ainsi de s'organiser en contre-pouvoir face à la guérilla vietcong (Trần Thi Liên).

Aux problèmes politiques s'ajoutent les problèmes économiques (P. Brocheux). La croissance économique conserve un rythme relativement rapide dans les deux Viêt-Nam jusqu'en 1960. Puis la guerre freine le développement. Au Sud Viêt-Nam, le tissu social implose sous l'afflux de population quittant les zones de combat pour les villes ; malgré une réforme agraire (1970) qui semblerait couronnée de succès, le Sud s'enfonce dans la dépendance vis-à-vis de l'aide américaine. La situation n'est guère plus favorable au Nord, où les impératifs d'une économie de guerre vont à l'encontre des objectifs même du développement de la R.D.V., qui se retrouve à son tour portée par l'aide soviétique et surtout chinoise.

Alors que l'on aurait pu croire que la fin de la 'guerre américaine' entraînerait l'arrêt des conflits en Indochine, elle signe au contraire la reprise d'antagonismes pluriséculaires, structurés en conflits territoriaux et maritimes par l'application d'un droit international aboutissant, avec la création de l'O.N.U., à la reconnaissance des frontières coloniales (M. Chemillier-Gendreau). Or en Indochine, les frontières, terrestres et maritimes, sont le plus souvent contestées. Ainsi assiste-t-on à des incidents frontaliers récurrents entre le Laos et la Thaïlande, liés à l'imprécision de la cartographie officielle. Alors que la France revendiquait les Paracels en tant que 'protecteur' de l'Annam, et les Spratleys au titre de la découverte et de l'administration de l'archipel, la Chine occupe les Paracels (1956 et 1974), puis réclame les Spratleys. Et le Cambodge et le Viêt-Nam s'opposent sur la question des îles Phu Quoc.

On aurait pourtant pu croire que la place des Vietnamiens dans la formation du communisme cambodgien aurait évité la résurgence des antagonismes entre les deux Etats. Le P.C.I. s'implanta en effet au Cambodge dès la fin des années 1920, mais recruta essentiellement des Vietnamiens. Il fallut attendre 1945 pour que quelques Khmers de Cochinchine se joignent au mouvement, ce qui permit aux communistes d'infiltrer (plus ou moins) les Khmers Issarak de l'ouest du pays. Si les communistes connurent leurs plus grands succès au Cambodge au début des années 1950 à l'Est, la greffe communiste sur le fond ne prit pas. (Thomas Engelbert).

Mais le dossier cambodgien s'avère complexe, et ce d'autant plus que, selon Charles Meyer, le Cambodge est le meilleur exemple de résurgences de conflits frontaliers au sortir de la colonisation. Si le protectorat lui permit de résister au Siam, puis de récupérer les provinces de Battambang et de Siem Réap (1907), la Thaïlande regagne quelque 25% du territoire cambodgien en 1941 grâce au soutien japonais. Quant à la frontière avec le Viêt-Nam, mouvante puisque résultant de l'avancée d'un front de colonisation vietnamien, elle ne fut au départ qu'un tracé administratif sans signification pour les Cambodgiens, et sans aucune valeur juridique pour les Vietnamiens, au point que Sihanouk dût demander – plus de dix ans après l'indépendance – la reconnaissance internationale des frontières du Cambodge (1967), à nouveau remise en cause par le coup d'Etat de 1970. Et à ce jour la frontière n'est toujours qu'un simple 'tracé'.

Aisé à lire ce petit ouvrage jette un éclairage rapide sur la décolonisation indochinoise et apporte quelques informations ‘nouvelles’, notamment sur le rôle des Vietnamiens dans le développement du communisme cambodgien. Force est de constater que l’on reste souvent sur sa faim ; par exemple comment expliquer le passage du communisme à base vietnamienne du Cambodge au mouvement khmer rouge ?

*Marie-Sybille de VIENNE*

**PAPIN, Philippe, Viêt-Nam, *Parcours d’une nation*, Paris, La Documentation française, coll. *Asie plurielle*, 1999. 179 pages. [29-31 quai Voltaire, 75344 Paris cedex 07 ; <http://ladocfrancaise.gouv.fr>]**

Cet ouvrage fait partie d'une collection proposant des monographies contemporaines de pays asiatiques, centrée sur une analyse socioculturelle. Philippe Papin, membre de l'Ecole française d'Extrême-Orient en poste au Viêt-Nam, détermine dans un premier lieu les étapes de la constitution de l'espace national et social, puis les éléments structurants de la culture vietnamienne, afin de comprendre quels sont le fonctionnement, l'évolution et les enjeux de la société contemporaine.

Le Viêt-Nam a constitué son cadre national à travers une marche millénaire vers le Sud, par la conquête littorale du royaume du Champa et de régions attenantes au royaume khmer, puis par une marche vers l'Ouest, par la conquête latérale du massif montagneux, provoquant un double clivage : d'un côté, un clivage culturel Nord-Sud, opposant à un modèle culturel traditionnel sinisé au Nord un modèle culturel plus composite (influences Cham) au Sud ; de l'autre, un clivage ethnique Est-Ouest, entre plaines littorales (ethnie majoritaire Viêt, Khmers du delta du Mékong, Cham et Chinois) et vallées et hautes montagnes (ethnies minoritaires Thai-Tày, Khmers montagnards, Tibéto-birmans et H'mông-Yao).

L'unification du territoire s'est finalement réalisée au XX<sup>e</sup> siècle, à travers la découverte du Sud par les hommes du Nord, et celle des ethnies minoritaires par l'ensemble des Vietnamiens. A l'utilisation des ethnies minoritaires pendant les guerres s'ajoute aujourd'hui une émigration viêt vers la moyenne montagne, qui bouleverse la carte ethnique, menaçant l'intégrité de certaines ethnies, mais permettant des 'retrouvailles' avec le substrat originel sur lequel s'est érigée la culture vietnamienne. De 1975 à 1989, 3,6 millions de personnes ont été déplacées, conséquence de la politique de ruralisation du pays et de la désurbanisation du Sud (qui s'est accompagnée à Ho Chi Minh-Ville d'une "nordisation"), menée sous l'égide du Centre, nœud du pouvoir et garant historique de l'unité politique, dont sont issus une grande partie des dirigeants passés et présents.

Le Viêt-Nam est en train d'accomplir sa transition démographique, marquée par une croissance importante, mais temporaire, de la population. Depuis la mise en place d'une politique de planification familiale, on assiste à une baisse de la natalité,

avec une nette différenciation entre les campagnes (forte natalité) et les villes (contrôle des naissances). La démographie vietnamienne est caractérisée par une population sur-féminisée et jeune. Depuis la politique du renouveau (*Dôï moi*), inaugurée en 1986, de fortes migrations rurales sont venues gonfler les villes, mais “si environ un tiers des migrants sont diplômés, les trois-quarts sont simplement des paysans [...] qui viennent alimenter l'économie parallèle”. Si les deux grandes métropoles, Ho Chi Minh-Ville et Ha Nôi, voient leur population augmenter rapidement, la singularité du pays tient plus à un réseau dense et équilibré de villes petites et moyennes, permettent une bonne articulation entre villes et campagnes.

La langue vietnamienne s'est formée autour du X<sup>e</sup> siècle, au moment du retrait chinois et des débuts de l'expansion vers le Sud, à partir d'un compromis entre la langue littéraire et administrative (le chinois) et la matrice populaire autochtone, mais elle n'était alors parlée que par l'élite. Une première figure de l'indépendance linguistique fut l'apparition du *nôm* (utilisant des éléments de caractères chinois pour transcrire la langue vietnamienne) dans un contexte de centralisation administrative et de conquêtes militaires (XIII<sup>e</sup> siècle). L'écriture romanisée (élaborée au XVII<sup>e</sup> siècle par des missionnaires), diffusée sous la colonisation, s'est finalement imposée à partir des années trente sous la poussée du nationalisme, avec pour corollaire une vietnamisation du lexique. Si le passage à l'alphabet s'accompagne d'une perte de 'signe' (les idéogrammes) et donc d'une perte de mémoire considérable, elle participe à l'unification de l'espace par une cohésion de la culture du peuple et des élites.

Point d'aboutissement d'un long processus historique, le confucianisme s'est implanté dans les villages sous la forme d'un culte rendu aux lettres classiques, à la classe des fonctionnaires, à la famille, et à l'État, intégrant le système de concours de fonctionnaires, ouvert sur la société civile et rurale, comme instrument d'unité sociale et idéologique. Bien qu'au niveau des cantons et villages, le contact avec l'État se soit opéré par le biais d'élus locaux, hiatus alimentant la thèse de l'autonomie locale (“la loi de l'État s'arrête à la haie de bambou du village”), la gestion politique locale (hors du domaine rituel et de la petite justice locale) restait contrôlée par l'État : jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le chef du village était recruté par concours. La classe mandarinale venait de la campagne et y retournait en fin de carrière, distillant au sein du village la culture et les pratiques de l'élite. La coexistence des mandarins et des paysans, le recrutement populaire des fonctionnaires et la diffusion locale de la culture des élites sont ainsi des éléments fondamentaux de la cohésion du Viêt-Nam. La maison communale (*dint làng*) résume toute la problématique culturelle et politique du pays. Érigée au cœur même du village, elle est le lieu de réunion et de réjouissances, et surtout celui du culte de la divinité tutélaire, constitutif de la société rurale, complété à partir du XV<sup>e</sup> s. par celui des divinités officielles, imposées par un État qui cherche métaphoriquement à s'inscrire au cœur du pouvoir local : à la fois lieu de culte des génies locaux et des héros nationaux, forum des sociabilités paysannes et relais étatique.

Mais le régime colonial a mis en pièces le système mandarin, changeant les donnees du pouvoir et du savoir. En 1945, les dirigeants vietnamiens lancèrent une



politique de cohésion nationale et de modernisation, avec des campagnes d'alphabétisation et de vietnamisation de la langue, le passage au système socialiste constituant paradoxalement un retour à l'idéologie confucéenne. De nos jours, le service de l'État ne rencontre plus aucune adhésion populaire. De même, le maintien de la propagande n'est plus en phase avec l'évolution démographique et sociale du pays, la population préférant ainsi à la télévision nationale les programmes étrangers ou provinciaux. Comme la propagande ne parvient plus à convaincre les autonomies locales, elle adopte un discours nationaliste traditionaliste, attestant d'une faillite de l'État qui s'étend à l'éducation nationale ("Plus on s'élève et plus le pourcentage de personnes scolarisées ou instruites est faible"), où le manque de place, la médiocre formation des enseignants et l'enseignement payant, ont entraîné l'explosion de l'enseignement privé, limitant l'accès au savoir aux familles riches.

Cela dit, la cellule familiale demeure un élément structurant essentiel de la société, au centre de laquelle se trouve le culte rendu aux ancêtres, première dévotion au Viêt-Nam, rythmant la vie familiale. Fondement de la doctrine confucéenne, les lignages jouent un rôle politique essentiel et sont l'objet de querelles historiques pour l'accession au pouvoir. Cette gestion du lignage exclut les femmes, qui occupent toutefois un rôle plus grand que ne le laisserait supposer la théorie confucéenne : les Vietnamiennes règnent encore sur la gestion du patrimoine familial et ont le monopole du commerce de détail, ce qui illustre la prégnance du socle culturel ancien. On doit noter aussi deux liens puissants qui coexistent : la filiation et l'alliance, caractérisées par une endogamie villageoise très forte, le village offrant une garantie d'honorabilité. La famille, qui a échappé à la manipulation politique, supplée ainsi aux carences de l'État (notamment au plan éducatif).

Le système politique a subi une série de changements institutionnels qui marquent le début de la séparation entre l'État et le Parti, opposant d'un côté l'administration et les fonctionnaires, et de l'autre le Parti et les cadres politiques. Depuis l'ouverture économique en 1986, la sociologie de l'Assemblée nationale s'est modifiée : aux côtés de membres du comité central, de fonctionnaires et de représentants des villes, l'on trouve de plus en plus d'agents économiques issus des nouveaux groupes sociaux portés par l'ouverture, le monde rural restant en revanche sous-représenté. Mais si l'Assemblée sait intégrer ce qui est socialement nouveau, elle est surtout un outil de stabilité politique pour le Parti : l'exécutif local (comités et conseils populaires) restant pris en tenaille entre la tutelle législative de l'Assemblée et la tutelle exécutive gouvernementale, le Parti se retrouve ainsi le seul conciliateur possible. Les deux appareils, État et Parti, sont ainsi inextricablement mêlés, ce dont atteste le fort taux de double appartenance chez les élus, dont le pouvoir vient à la fois de la place dans les organes supérieurs du Parti et dans l'administration, système seul capable de résoudre les blocages induits par la tenaille institutionnelle qui paralyse la décision. Mais l'évolution du secteur informel et la privatisation ont amené de vrais bouleversements politiques. L'échelon local accuse une forte tendance à se rendre autonome par rapport au centre, soutenue par l'économie informelle et la corruption, et favorisée par un constant décalage entre le corpus réglementaire et la pratique, induit par un flou juridique hérité d'une ancienne culture de la conciliation.

De 1965 à 1975, le pays a fonctionné sous le régime de l'économie de guerre, orientée vers la production de matériel militaire, l'aide chinoise et soviétique réglant la facture d'importations des biens de consommation. Après 1975, avec le rétablissement des échanges entre le Nord et le Sud, à la victoire militaire et politique du Nord s'est superposé le triomphe idéologique et commercial du libéralisme économique du Sud. A la mise en place du *Doi moi* en 1986, l'économie de marché et le commerce sont enfin réhabilités, institutionnalisant les pratiques de l'économie parallèle des années 1975-1980. Le secteur informel, phénomène multiforme lié au milieu urbain, qui nourrit l'appareil d'État, représentait 48% du P.I.B. en 1996 ; deuxième employeur après l'agriculture et exutoire du surplus démographique, c'est un stabilisateur social qui permet de lier le secteur privé et l'État. Si les ruraux, qui subissent de fortes pressions fiscales et de faibles profits, migrent et viennent gonfler cette économie informelle, une véritable classe moyenne a néanmoins pu émerger dans les villes, portée par l'ouverture économique, qui ne craint plus de marquer son rang en exhibant sa richesse avec ostentation. Mais surtout l'informel a favorisé la différenciation sociale et est devenu un obstacle au développement par sa concurrence déloyale aux entreprises d'Etat. Partant, l'État tente un assainissement économique qui a aussi pour but, en rendant le secteur d'État plus concurrentiel, de le replacer au centre du système.

L'auteur montre ainsi que le Viêt-Nam, successivement marqué par le voisin chinois, l'Europe coloniale et le bloc socialiste, a finalement su définir son espace social et culturel par la redécouverte de l'ensemble des traits culturels qui le rattachent à l'Asie du Sud-Est, et qui le placent en position charnière entre l'Asie du Sud et la Chine. Fait nouveau, issu de la privatisation de l'économie et de la reconnaissance du commerce privé, la différenciation sociale provoque de vives tensions, que seule une profonde réforme de l'appareil d'État pourrait résoudre.

Yannick MICHELET

#### ECONOMIE BIRMANE

**SAITO Teruko, LEE Kin Kiong, *Statistics on the Burmese economy, 19<sup>th</sup> and 20<sup>th</sup> centuries*, Singapour, I.S.E.A.S., 1999, 258 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace, Pasir Panjang rd, Singapore 119614 – fax : (65) 775-6259 – e-mail : [pubunitiseas.edu.sg](mailto:pubunitiseas.edu.sg)]**

Réalisé par Saito Teruko, professeur à la Tokyo University for Foreign Studies, et Lee Kin Kiong, doctorant à l'Université de Melbourne, cet ouvrage constitue une première dans la collation des sources économiques relatives à l'économie de la Birmanie de l'époque coloniale et post-coloniale. Il s'inscrit ainsi dans la lignée des travaux de J.S. Furnivall, d'Anthony Reid et de Mya Than. L'objet de l'ouvrage est

de reconstituer des séries statistiques les plus homogènes possibles sur la plus longue période possible (ici 1861 – 1993/4) à partir des annuaires statistiques et des différents rapports de l'administration coloniale britannique, puis de l'Union Birmane. Comme la colonisation de la Birmanie s'est effectuée en trois étapes (1825, 1852 et 1886), et qu'en plus certains des territoires prétendument britanniques n'étaient contrôlés que sur le papier (et qu'il en a été de même pendant les décennies qui suivirent l'indépendance), la couverture territoriale de l'appareil statistique a varié dans le temps et demeure pour partie lacunaire : c'est le cas notamment du Nord-Arakan, de Manglu-Est (États Shan) etc., qui n'étaient toujours pas couverts en 1931. A cette première série de problèmes s'ajoute une seconde, qui est que le découpage administratif s'est modifié à plusieurs reprises, avant et après l'indépendance.

Ces réserves faites par les auteurs, l'ouvrage se compose de dix séries de statistiques regroupées en quelque 110 tableaux : population (aux habituelles statistiques sur la croissance démographiques et la population active s'ajoutent des tableaux sur la composition ethnique, les déplacements internes de population, bref sur des sujets à ce jour sensibles) ; agriculture ; forêt (notamment l'exploitation du teck) ; industrie (avant et après l'indépendance) ; mines et énergie ; transport et communication ; commerce extérieur ; monnaie et finances publiques ; comptes nationaux (revenu national, P.N.B., P.I.B. etc.) ; social (éducation, culture, délinquance). Une cinquantaine de graphiques de synthèse (le plus souvent réalisés sur la base d'une périodicité quinquennale) relatifs aux indicateurs macro-économiques les plus importants permettent un rapide aperçu de la moitié des tableaux. Ces données ne sont pas commentées, ce qui se conçoit aisément au vu de l'objectif général de l'ouvrage.

Cela dit, il suffit de survoler quelques-uns des tableaux pour recueillir une masse d'informations. On apprend ainsi, par exemple, que la part de la population active engagée dans l'industrie n'est guère plus importante au seuil des années 1990 qu'au début des années 1930 (p. 31 et p. 27), ce que corrobore le peu de données statistiques relatives à l'industrie après l'indépendance (pp. 132-144) et le fait que l'industrie manufacturière représente au plus 10% du P.I.B. (p. 227). Si la Birmanie reste ainsi aujourd'hui comme hier un pays à dominante agricole (pp. 36-103), les exportations de riz se sont effondrées depuis le début des années 1970, alors que celles de bois (ressource difficilement renouvelable) ont triplé sur la même période (p. 123). La longueur des routes goudronnées (soit le tiers du réseau routier) n'a pratiquement pas bougé depuis 1973 (p. 168) ; bref, l'amélioration des communications terrestres entreprise depuis l'indépendance a essentiellement consisté à goudronner les routes empierrées de l'époque coloniale (cf. p. 167) sans accroître sensiblement la longueur du réseau. On comprend l'insuffisance des infrastructures quand on examine les statistiques des finances publiques, dont le déficit devient permanent en 1977 ; signalons aussi que, depuis le début des années 1990, le premier poste budgétaire (en capital, hors dépenses courantes) est la défense (24% du budget en 1992), soit sensiblement plus que le domaine social (22%).

A en juger par ce rapide survol, l'un des principaux changements entre la période coloniale et l'indépendance pourrait être l'évolution du commerce extérieur, qui s'est régionalisé au profit de la R.P.C., de l'A.S.E.A.N. (Singapour et Malaysia) et, accessoirement, du Japon : le lien commercial avec les Britanniques a bel et bien été rompu (p. 174 s.). Il faudrait y ajouter dans le domaine socioculturel un développement significatif de l'éducation élémentaire et de l'édition, avec six fois plus d'ouvrages imprimés qu'à la fin des années 1930.

Ce recueil de statistiques est ainsi un ouvrage de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine de la Birmanie, singulièrement à ses aspects socio-économiques. L'ampleur du travail effectué mérite d'être salué : pratiquement tous les tableaux ont nécessité la confrontation de deux ou plusieurs sources.

Marie-Sybille de VIENNE

#### RESEAUX MARCHANDS SUD-EST ASIATIQUES A L'EPOQUE MODERNE ET CONTEMPORAINE

**ISHII Yoneo, *The junk trade from Southeast Asia, translations from the Tōsen Fusetsu-gaki, 1674-1723*, Singapour, I.S.E.A.S., 1998, 282 p. [ISEAS, 30 Heng Mui Keng Terrace, Pasir Panjang rd, Singapore 119614 – fax : (65) 775-6259 – e-mail : pubunitiseas.edu.sg]**

Ancien directeur du centre des études Sud-Est Asiatiques de l'Université de Kyoto, professeur d'histoire sud-est asiatique à Sophia, et à ce jour président de la Kanda University of International Studies (Chiba), Ishii Yoneo a publié de nombreux ouvrages en japonais et en anglais, notamment sur l'histoire de la Thaïlande. Le présent ouvrage est une édition critique des rapports remis aux autorités shogounales de Nagasaki par les capitaines des navires chinois : les *fusetsu*. Le Japon faisait depuis la fin des années 1630 l'objet d'une politique de *sakoku* (fermeture), où deux seules catégories de marchands étrangers étaient tolérés, parmi les Occidentaux, les Hollandais de la V.O.C., et parmi les Asiatiques, les Chinois. Les uns et les autres n'étaient autorisés à commercer qu'à Nagasaki, et astreints à résider dans des quartiers réservés, Deshima (pour les Hollandais) et – à partir de 1689 – Tojin Yashiki (pour les Chinois) ; les capitaines chinois et hollandais devaient à leur arrivée remettre des rapports à teneur politique et économique sur les pays dont ils apportaient les produits, lesquels étaient ensuite traduits en japonais : la pratique du commerce devenait ainsi subordonnée à 'l'intelligence économique'. Le présent

travail complète la publication de deux séries de *fusetsus*, les premiers, édités par le *Toyo Bunko*<sup>2</sup> en 1958-59, et les seconds, par Oba Osamu en 1974<sup>3</sup>.

La présente édition publie de l'ordre des deux tiers des *fusetsus* relatifs à l'Asie du Sud-Est recensés dans les archives du *Matsudaira Bunko*<sup>4</sup> (bibliothèque municipale de Shimabara). Ces *fusetsu* concernent quatre régions : le Siam (un tiers des pages) ; la Péninsule malaise, avec Pattani (30 p. environ), Ligor (15 p.) et Songkhla (10 p.) ; le Cambodge (40 p.) ; les territoires de la V.O.C., soit Kelapa (*i.e.* Batavia, 60 p.), Malaka (10 p.), et Banten (6 p.).

Les 64 rapports relatifs au Siam (et *lato sensu* à ses proches voisins) contiennent une grande masse d'informations ; ils couvrent l'ensemble la période 1679-1723, soit une période particulièrement troublée au plan historique, qui vit au Siam le coup d'Etat de 1688 (voir le récit p. 49 s.<sup>5</sup>), et en mer de Chine l'éviction des Zheng de Taiwan par les Qing, puis la révolte sur le continent des Trois Feudataires (Fujian et Guangdong). L'on apprend ainsi au fil des pages que les Musulmans indiens se rendaient par la route de Masulipatnam au Tennasserim pour y commercer (p. 41) ; qu'il y avait des Occidentaux, des Musulmans et des Chinois dans la haute administration siamoise, et que les Britanniques tentèrent un coup de force en 1688 (p. 47). Et même que, en 1691, un Japonais établi au Siam commanda une expédition punitive contre la reine de Patani qui avait négligé d'envoyer le tribut à Ayutthaya (p. 59 s.). L'image qui se dégage de ces informations parcellaires est ainsi celle d'une puissance montante, qui s'affirme face à ses voisins malais et cambodgiens (en intervenant dans les conflits opposant les deux rois khmers, celui de la Montagne et celui de l'Eau), et contrôle le Tenasserim. Les échanges constituent l'un des principaux revenus de la Couronne (qui mandate de nombreux navires de commerce) et joue en conséquence une stratégie d'ouverture sur les réseaux marchands occidentaux et asiatiques (cf. p. 83).

Patani (18 *fusetsu*) est une principauté islamisée plus ou moins vassale du Siam, dirigée (pendant plus d'un siècle, jusqu'à la fin des années 1680) par deux Reines (p. 113 s.), la seconde succédant à la première, l' 'exécutif' étant confié à un 'Troisième Roi', de sexe masculin. Ligor (Nakhon Si Thamarrat, 11 *fusetsu*) est géré par un gouverneur siamois, mais pas Songkhla (7 *fusetsu*) qui est resté une principauté autonome, mais vassale du Siam, tout en payant prudemment également le tribut à Patani (p. 147) ; la moitié de la population y est d'origine chinoise (p. 146).

---

<sup>2</sup> HAYASHI Harukatsu & HAYASHI Nobutoku eds, *Kai-Hentai*, Tokyo, Toyo Bunko, 1958-59, 3 vols.

<sup>3</sup> OBA Osamu, *Tōsen Shinkō Kaitōroku, Tōji Fūsetsu Gaki, Wappu Tomechō, material for a study of Chinese merchants sailing to and from Japan in the Edo period*, Kansai University, 'Sources and materials' series of the Institute of Oriental and Occidental Studies n°9, Osaka, Suita, 1974.

<sup>4</sup> Signalons que les Matsudaira étaient l'une des branches de la famille des Tokugawa (shogounat d'Edo).

<sup>5</sup> Les *fusetsus* parlent de Phaulcon comme d'un 'anglais'.

Depuis les années 1670, la situation au Cambodge (34 *fusetsu*) est le plus souvent confuse : en 1690, les deux rois du pays sont en conflit quand des bandes armées Zheng (chassées de Taiwan) font de la piraterie dans le delta du Mékong ; la paix se rétablit vers 1694. Mais la recrudescence de la piraterie vers 1699 freine considérablement le commerce, ce que traduit le fait que trois *fusetsu* seulement sont édités sur la période 1699-1723, ce qu'on ne peut attribuer aux seules ordonnances japonaises de 1708 (limitant à 59 le nombre de bateaux chinois admis à Nagasaki) et de 1715 (les limitant à 30).

Les *fusetsu* (soit 46) de Kelapa livrent également de précieuses informations relatives non pas tant à Batavia, qu'à la politique de la V.O.C. : rivalité avec les Britanniques en mer de Chine (1675, p. 197 s.) ; intervention à Banten (1682, p. 200 s.) ; utilisation de troupes 'ambonaises' à Java (p. 225) etc. Globalement, Batavia y apparaît comme un endroit prospère et bien géré. Au regard de Batavia, Malaka (8 *fusetsu*) semble un port tout à fait secondaire (p. 261), où la liaison directe avec Nagasaki s'interrompt dès 1694. Quant à Banten (3 *fusetsu*), les Chinois cessent pratiquement d'y commercer (au moins pour ce qui concerne Nagasaki) en 1682.

A lire cette brève recension, on comprendra qu'il s'agit d'une source fondamentale pour l'histoire et l'anthropologie sud-est asiatique, et ce d'autant plus que le prisme culturel des narrateurs n'est pas occidental, mais chinois du Sud. Par exemple, le dédoublement de la fonction royale (avec deux ou trois 'rois') est tellement usuel en Asie du Sud-Est que les Chinois présentent Kelapa comme dirigée par trois 'rois', le grand Roi (gouverneur général de la V.O.C.) et deux autres rois (vraisemblablement le président du *Raad van Indië* et le plus âgé des *opperkoopman* marchands de la Compagnie membres du Conseil, p. 207). L'appareil critique est particulièrement bien venu, tout comme le lexique (pp. 271-272) et l'index (pp. 273-282).

Marie-Sybille de VIENNE

**COLLISON, Kerry B., Jakarta, Victoria, Sid Harta Publishers, 1999, 534 p. [P.O. Box 1102, Hartwell Victoria 3125, Australie ; email : author@sidharta.com.au].**

Ce roman est une fiction basée sur le décret indonésien du 27 février 1997, ouvrant la possibilité à l'Indonésie de lancer un programme de construction de 12 centrales nucléaires, dont la première était prévue à Java, à 400 km à l'est de Jakarta, c'est-à-dire sur l'île abritant plus de la moitié des 200 millions d'Indonésiens et la chaîne volcanique la plus active. Le programme était justifié selon Habibie, alors Ministre de l'Industrie et de la Technologie, par des besoins croissants en énergie. Dans les six mois, les protestations des opinions publiques ont amené le gouvernement indonésien à renoncer officiellement au projet.

Le principal objectif du livre est de prévenir des risques qu'il y aurait à ressusciter un tel programme dans une zone surpeuplée et géologiquement instable, mais surtout

dans un environnement où les affaires vont de pair avec la corruption et les passe-droit, au détriment parfois des normes de sécurité. C'est ce dernier aspect de l'Indonésie de l'Ordre Nouveau qui sera présenté ici à travers l'ascension du groupe Salim, par un auteur qui fut Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Australie à Jakarta où il vécut de nombreuses années, en observateur très bien informé...

La carrière indonésienne fulgurante de Lim Sie Liong débute dans le contexte du contre coup d'État de Suharto et des massacres des communistes de 1965 et 1966. Les Chinois, tous suspects d'appartenir à la cinquième colonne pro-Pékin, sont visés. De nouvelles lois ferment leurs journaux, leurs écoles ; les caractères chinois sont interdits, les relations diplomatiques avec la Chine sont rompues. Les Sino-indonésiens sont donc isolés et contraints de prendre des noms locaux : Lim Sie Liong devient Robert Salima en 1967. Pour l'Ordre Nouveau, dont l'affairisme deviendra une des principales caractéristiques, cette pression exercée sur les Chinois permet d'organiser un véritable système d'enrichissement partagé : les circuits commerciaux des *totok* nés en Chine et leur savoir-faire sont nécessaires à la relance économique, les marchés leur seront attribués contre pots de vin discrétionnaires, en échange de la protection de mentors placés au plus haut de la pyramide gouvernementale et surtout dans les rangs des officiers supérieurs.

Pendant la seconde guerre mondiale, fuyant avec ses parents l'occupation japonaise de la Chine pour se réfugier en Australie, le jeune Lim débarque à Java par erreur. Et c'est ainsi que le jeune Lim se retrouve sans le sou à Semarang où il travaille dur et amasse un petit capital qui lui permet d'ouvrir une boutique de cacahuètes et de clous de girofle. De là il se diversifie à Kudus dans le savon et les médicaments, dont il fait commerce pendant la guerre d'indépendance aussi bien avec les nationalistes qu'avec les Hollandais. Il va en particulier fournir des denrées alimentaires au régiment du lieutenant-colonel Suharto, qui naturellement pratique l'enrichissement partagé avec son partenaire et nouvel ami. La société de négoce de produits de base agroalimentaires de Lim s'ouvre à l'importation du clou de girofle, du caoutchouc, du coprah et du café : le groupe Salim est né. Les deux hommes seront pris à trafiquer le sucre. En disgrâce, Suharto est muté à Bandung où Lim le suit (dans le roman, *quid* de la réalité ?). Commence pour eux une période de vaches maigres jusqu'à la prise du pouvoir par Suharto, à partir de laquelle leurs relations, mutuellement bénéfiques, vont changer d'échelle, sur la base d'une confiance qui restera intacte pendant les trente deux ans du pouvoir de Suharto.

Bien que n'ayant pas fait d'études, Lim envoie les deux fils de son premier mariage étudier aux États-Unis. Suit une nouvelle phase d'expansion, où le groupe se lance dans la construction de minoteries, puis dans le secteur porteur du ciment, où le groupe Lim sera très vite pratiquement hégémonique. Le Palais lui assure des quotas d'exportation nettement supérieurs à ceux des autres groupes et, à la fin des années 1960, la diversification couvre les principales activités du secteur manufacturier en plus d'un engagement important dans l'immobilier et la banque. Le groupe ouvre la première banque privée d'Indonésie sous licence gouvernementale, Asian Pacific Commercial Bank, dont 10% des parts sont attribuées au Président.

Collison illustre son propos par la description des pratiques du groupe Salim à

l'occasion du montage d'une co-entreprise avec un groupe australien dans le textile. Les partenaires australiens, qui apportent la technologie, se rendent vite compte qu'il n'y aura pas de débouchés pour les produits de l'usine, qui commence à tourner, tant que le marché local restera inondé par le même produit taiwanais. Les mesures protectionnistes prévues n'ont pas été prises. La colère du partenaire australien l'amène à bloquer la production ; la police ferme l'usine et met les cadres australiens en résidence surveillée. Les parts australiennes ainsi rachetées à bon compte, l'usine reprend la production et les mesures protectionnistes adéquates sont aussitôt prises par le gouvernement pour bloquer les importations taiwanaises.

Lim, avec l'appui de Suharto, peut ainsi faire intervenir la police contre des partenaires étrangers et manipuler à sa guise l'organisme d'État régulant le commerce extérieur... Dans ces conditions, rien d'étonnant que le groupe se soit fait attribuer le monopole du transport pour le groupe d'État Pertamina, à la tête de l'exploitation du gaz et du pétrole en Indonésie, ou ait pu lever des fonds (avec la garantie de l'État) pour se lancer dans la production de ciment. La collaboration avec un autre partenaire chinois de Suharto, Moktar Yadi<sup>6</sup>, va permettre l'envolée des années 1970 et le développement spectaculaire de la BCA (Bank Central Asia). Pour parer aux risques locaux, et même si son développement reste centré sur l'Indonésie, le groupe investit de plus en plus à l'étranger et contrôle plus de cent entreprises aux activités des plus variées, sur quatre continents.

Les deux fils de Lim, détenant chacun 15% des parts de l'Asian Pacific Commercial Bank, se voient attribuer le contrôle du développement américain de la banque. Une licence leur est accordée par le gouverneur du Kentucky<sup>7</sup>, en manque de fonds pour sa réélection, moyennant le versement de 650.000 \$ pour sa campagne. Le gouverneur sera réélu. Autre continent, mêmes méthodes, à la différence près que les pots de vin coûtent moins cher qu'en Indonésie, mais la morale est sauvée car l'opération est un fiasco, la presse ayant révélé l'affaire du financement occulte de la campagne électorale. La suite relève de la fiction car après l'accession du gouverneur à la Maison Blanche, les deux frères peuvent rebondir ; ils obtiennent la bienveillance du Président des États-Unis pour la mise en oeuvre du programme nucléaire indonésien, ainsi que pour la poursuite de l'occupation indonésienne du Timor Oriental. Les deux frères interviennent également dans le rapprochement sino-américain, en étendant leurs activités bancaires à la R.P.C. pour lui faciliter l'accès au marché américain, et en lui obtenant des facilités portuaires aux États-Unis et à Panama. Ils auraient permis d'expédier clandestinement des pièces de matériel stratégique américain de haute technologie vers la R.P.C..

Le fils du second mariage de Lim avec l'héroïne du livre sera l'artisan du développement des activités bancaires du groupe dans l'ASEAN. A la tête d'une fortune colossale, la famille est puissante, respectée et systématiquement favorisée par l'administration. Lim est reçu quand il veut à la résidence présidentielle. Mais les

---

<sup>6</sup> Allusion transparente à Mochtar Riady, autre *crony* de Suharto.

<sup>7</sup> Allusion transparente à Clinton, dont les campagnes furent en partie financées par des sino-indonésiens, dès sa première candidature au poste de gouverneur de l'Arkansas.



parents ne mènent pas grand train, avec seulement une immense maison familiale à Jakarta et une villa de week-end sur les hauteurs de Puncak. A la maison, Lim est vêtu simplement, toujours en short et maillot de corps ; on ne lui connaît pas d'autre passion que les affaires. Ses enfants, par contre, fréquente la *jet set* et profitent des nombreux avoirs immobiliers de la famille à travers le monde, de Los Angeles, Hong-Kong, Paris, le sud de la France, Sydney, Londres, Baden-Baden etc.

Les difficultés du groupe Salim ne sont pas dues à la crise politico-financière de 1997-98, dont il n'est pas question dans le roman pourtant publié en 1999, mais à la catastrophe nucléaire. Le roman présente la première tranche de construction des cinq centrales initiales, à laquelle le groupe Salim participe en co-investissement avec des partenaires étrangers. Lim prévoit que ce sera son dernier grand investissement en Indonésie et pousse Suharto à s'engager dans le programme. Le montage retenu est du type BOT (*Build, Operate and Transfer*), le groupe Lim assurant la construction des centrales avec les partenaires étrangers, les gérant pendant quelques années, avant de les revendre en bourse et au gouvernement, moyennant l'attribution d'un nombre significatif de parts accordées au fils aîné du Président en cas d'obtention des contrats. Il sera retenu pour la construction de quatre des cinq centrales, ce qui est présenté comme un échec relatif : pour la première fois, il ne se voit pas accorder tous les contrats pour lesquels il a soumissionné.

Mais la maladie affaiblit Lim, il se désintéresse des affaires et est de moins en moins présent au Palais ; ses deux fils aînés refusent de quitter les États-Unis pour assurer la relève. Après sa mort, son épouse diminue la très haute exposition du groupe dans le nucléaire et en Indonésie, en vendant 40% du groupe sur le marché, ce qui permet de rembourser une grande part de la dette contractée pour la construction des centrales nucléaires, et double en prime la valorisation du groupe. Il y a désormais deux sociétés distinctes cotées en bourse : P.T. Salima Jaya Corp. et Salim Energy. La clairvoyante femme d'affaires change alors de stratégie, et met sur le marché les parts familiales de Salim Energy ! Quand l'inévitable se produit, la catastrophe nucléaire décrite au premier chapitre et la panique à la bourse de Jakarta, les cours s'effondrent sous l'œil d'une Ruswita Lim, livide mais impassible.

On retrouve dans ce roman de politique-fiction tous les ingrédients qui ont fait les principales fortunes chinoises d'outre mer d'Asie de Sud-Est : le fondateur, *totok* et donc de première génération, sans éducation particulière mais qui, par son travail et son sens des affaires, a réussi dans un négoce vite diversifié ; puis ses enfants formés à l'occidentale qui accompagnent le développement du conglomerat familial dans le secteur bancaire. Ensuite le patronage des autorités en place, ici poussé à l'extrême puisque le principal est celui du Président. Enfin un nombre impressionnant de sociétés couvrant des secteurs très variés, alors que la cotation en bourse intervient relativement tard. L'auteur estime respectivement les deux sociétés principales du groupe à 50 milliards \$ et 20 milliards \$, sans parler des actifs bancaires, soit 10 fois plus que le groupe Kuok, ce qui paraît de toute évidence surestimé ! Tout comme les activités pro-Pékin des jeunes Lim aux États-Unis paraissent hautement improbables. Mais c'est surtout la description de la pratique des affaires en Indonésie, et des grands groupes chinois d'outre-mer en général, qui fait tout l'intérêt de l'ouvrage de

Collison, illustrant la maxime qu'il attribue à Lim : «Il n'y a que les pots de vin et non la loyauté pour garantir les contrats».

Christian MARCHAL

### ISLAM MINORITAIRE

**MUSLIM, Macapado Abaton, *The Moro Armed Struggle in the Philippines : The Nonviolent Autonomy Alternative*, Marawi, Mindanao State University, 1994, 238 p.**

Cette thèse de Ph.D., publiée à l'université d'Hawaï, présente l'avantage de corriger nombre d'idées fausses au sujet des musulmans du sud des Philippines, comme en témoigne plus que tout autre chose la dédicace, qui rend hommage à la non-violence : "aux jeunes Moros des Philippines qui ont besoin de connaître leur passé pour comprendre et juger leur présent, et pour élaborer un futur paisible et prospère à leur chère patrie".

L'étude est basée sur quelques données statistiques très contemporaines relatives au poids de Mindanao dans les Philippines et à la population musulmane du Sud. Puis, dans une approche classique, l'auteur analyse le passé et en particulier "les causes contemporaines du conflit Moro". M. Muslim souligne quatre points qui contredisent beaucoup d'informations fausses faisant porter aux seuls Moros la responsabilité de la situation :

- 1. "La lutte armée des Moros n'est pas le fond du problème, mais juste un symptôme."
- 2. "La guerre à Mindanao continue non pas parce que les Moros le veulent mais en raison des conditions".
- 3. La violence a éclaté non pas pour elle-même, mais comme résultat de "l'oppression intolérable" des musulmans.
- 4. La guerre n'est pas le résultat de "l'intervention étrangère" (pp.133-140).

L'auteur enregistre les griefs des Moros et les regroupe autour de cinq thèmes, économique, politique, identitaire, sécuritaire, et psychologique. La marginalisation et le dénuement économiques vont bien au-delà d'une situation d'exclusion, puisque les musulmans n'obtiennent même pas des postes non qualifiés et manuels, ce qui les place en position "d'attente affamée" (p. 120). Cette marginalisation est également politique, aux niveaux régional et national. La préservation de leur identité culturelle se réduit selon M. Muslim à la pratique de l'Islam, et à l'éducation dans les écoles coraniques alors que la contribution significative des musulmans à l'histoire des Philippines n'est pas reconnue (pp. 117-133). Leurs griefs sont aussi élémentaires,

comme le sentiment d'insécurité physique et psychologique, l'absence de tout espoir dans l'ordre politique et économique existant. L'auteur souligne en outre le manque de sincérité des gouvernements successifs.

M. Muslim recherche également des "solutions non-violentes" au "prétendu problème Moro"; il recommande l'autonomie, et une autonomie juste et significative, pas celle accordée sous l'administration Aquino, et pour ce faire un retour à la table de négociation pour donner (p.169) "une quantité substantielle d'autonomie par rapport au lointain centre du pouvoir politique (Manille), permettant de ce fait aux Moros d'être des associés actifs du gouvernement central dans le processus de développement". Ceci inclut "non seulement la décentralisation de l'administration mais d'une manière primordiale la décentralisation de la puissance politique" (p.168).

L'auteur retient ainsi sept points, élémentaires et simples, mais souvent transgressés, pour une solution non-violente permettant à l'autonomie de porter ses fruits (pp.145-151) : la confiance ; la nécessité de prendre en compte les relations passées entre le gouvernement et les Moros (p.145) ; la sécurité et la stabilité des musulmans et des chrétiens, reposant sur une relation de réciprocité et non pas sur un rapport de minorité à majorité (pp.145-148) ; la participation des *mujahiddins* dans les négociations (p. 148) ; l'utilisation l'accord de Tripoli comme cadre (p. 148) ; l'implication de l'Organisation de la Conférence Islamique (p.149) ; l'autonomie et autodétermination, assortie d'une justice compensatoire "pour corriger ou compenser certaines des injustices passées" (p. 151).

M. Muslim a effectué un très sérieux bilan de la littérature disponible, au plan des théories et des données, ce qui l'a amené à critiquer presque toute la recherche à laquelle il reproche de "donner une image de l'évolution de la lutte avec les Philippines", sans être "suffisamment proche du champ d'action". Il est allé sur le terrain (à l'exception de la région de Sulu). Au vu du titre et de la méthode retenus, nous nous serions toutefois attendus à ce que le Dr. Muslim aille davantage sur le terrain, et en particulier réunisse systématiquement les données de première main relatives à tous les aspects qu'il décrits, et pas seulement aux atrocités. Rappelons quelques travaux qui donnent davantage d'éclairage sur la situation, comme ceux de W.K. Che Man, *Muslim Separatism. The Moros of Southern Philippines and the Malays of Southern Thailand*<sup>8</sup>, de Samuel K. Tan, en particulier *Internationalization of the Bangsa Moro struggle*<sup>9</sup> ; même des publications plus anciennes rendent davantage compte de la complexité de la situation, comme celles de Aijas Ahmad, *Class and colony in Mindanao ; political economy of the national question*<sup>10</sup>, Ivan Molloy, "The Decline of the Moro National Liberation Front in the Southern

---

<sup>8</sup> Manille, Ateneo de Manila University Press, 1990, 240 p.

<sup>9</sup> Center of Integrative and Development Studies, University of the Philippines, Quezon City, 1993, 176 p.

<sup>10</sup> *A study in the politics of genocide*, New York, mai-juin 1980, 45 p., incomplet.

Philippines”<sup>11</sup>, etc. Nous regrettons également qu’il décrive les musulmans seulement comme victimes, sans montrer suffisamment leur allure et leur dignité à assumer leur propre défense. Nous aurions également espéré qu’il relate aussi ce qui n’a pas encore été complètement analysé à ce jour, les témoignages de la population, de ceux qui ont mené la lutte, et y ont participé, pour mieux connaître leurs espoirs et espérances.

Cela dit, M. Muslim a clarifié les choses, ce qui fait que son ouvrage est à lire pour ceux qui veulent mieux comprendre la situation dans le sud. L’apport principal du livre est de réintégrer la guerre civile dans sa dimension historique et, grâce à cette séquenciation des opérations, d’identifier les diverses responsabilités dans le développement du conflit et de formuler plusieurs hypothèses. Ce livre présente également l’avantage non négligeable de parler de la paix ; de fait, pendant les deux années qui suivirent sa publication, les négociations ont tenu compte de certains des problèmes qu’il avait soulevés, et nous espérons tous que la paix surviendra un jour.

*Ghislaine LOYRE*

---

<sup>11</sup> *Journal of Contemporary Asia*, vol 18 n°1, 1988, pp.59-76.